Edition du Parti Socialiste (S. F. I. O.)

HUBERT-ROUGER

N° d
N° d
64
18324

Le Socialisme en France

La Naissance du Mouvement Ouvrier ; Les Grandes Organisations Nationales ; L'Unité Socialiste ; La Scission bolcheviste.

PARIS

—

LIBRAIRIE POPULAIRE
12, Rue Feydeau, 12

—

1930

PRIX : 0 fr. 75

Groupes, Sections

et Militants

Achetez vos livres, brochures de propagande

A LA

LIBRAIRIE POPULAIRE

du Parti Socialiste

12, Rue Feydeau, PARIS

et vous contribuerez à la propagande générale du PARTI SOCIALISTE.

Vulgarisez, répandez à profusion nos brochures de propagande

Recommandé : (Série de propaganae de 18 brochures. Prix spécial : 10.75)

(sur place)

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO

1704177

FLM.12°0318

12 84 691

Édition du Parti Socialiste (S. F. I. O.)

HUBERT-ROUGER

Le Socialisme en France

La Naissance du Mouvement Ouvrier ;
Les Grandes Organisations Nationales ;
L'Unité Socialiste ; La Scission bolcheviste.

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

PARIS
—
LIBRAIRIE POPULAIRE
12, Rue Feydeau, 12
—
1930

capitaliste, la propagande s'exerça de 1878 à 1914, soutenue par de nombreuses petites brochures éducatives, écrites par les meilleurs théoriciens du socialisme et par des petites feuilles à publication intermittente et à tirage limité.

Le Socialisme fit pourtant tache d'huile, chaque adhérent conquis à la cause ne pensant qu'à amener à son tour de nouveaux militants, ensuite l'entrée à la Chambre des Députés de Jules Guesde, Ed. Vaillant, J. Jaurès, les paroles qu'ils prononcèrent à la tribune retentirent jusqu'au fond des campagnes, et attirèrent de nouvelles recrues aux vieilles organisations socialistes.

Lorsqu'en 1905 les rivalités de ces dernières firent place à la bienfaisante unité, la propagande socialiste en reçut un nouvel élan.

Un grand quotidien *L'Humanité,* fondée par J. Jaurès, grâce au prestige de son fondateur et aux sacrifices des militants, se développa puissamment et servit la cause du socialisme secondé par cinq quotidiens régionaux et une cinquantaine de périodiques hebdomadaires.

La propagande de plus en plus méthodiquement organisée, une ample distribution d'écrits socialistes, des milliers de conférences, la passion avec laquelle se livraient au recrutement les militants qui voyaient d'année en année grandir le Parti auxquels ils avaient consacré leur vie, firent qu'en quelques années d'union, on parvint à constituer une véritable armée socialiste, solidement instruite de la doctrine, politiquement éduquée, fortement disciplinée.

Ce que les résultats obtenus représentent de dévouements méconnus, de sacrifices obscurs, d'efforts laborieux, seuls ceux qui ont vécu ces vingt-cinq dernières années, peuvent le savoir.

Si on écrivait une histoire des premières années du Socialisme, que d'exemples à donner, d'abnégation et de dévouement de la part de simples ouvriers n'ayant en vue que de servir l'idéal auquel ils s'étaient voués entièrement.

On peut dire que les adhésions étaient à cette époque arrachées presque une à une, elles représentaient des

conquêtes sûres, d'hommes sur lesquels on pouvait compter parce qu'ils étaient venus après étude et mûre réflexion.

La guerre vint...

Combien parmi ceux qui en 1914 formaient le Parti Socialiste existent-ils encore ?

Combien de disparus ? Parmi les jeunes fauchés par la mitraille, parmi les vieux abattus par la douleur et le chagrin ?

Le Parti disloqué au début de la tourmente par la mobilisation se reconstitue peu à peu de 1915 à 1917, année au cours de laquelle 28.000 cartes d'adhérents furent retirées; après l'armistice 35.793, l'année suivante 133.327 et en 1920 c'est 180.000 adhérents que comptait le Parti Socialiste.

Cette rapide progression qui en deux ans faisait plus que doubler nos effectifs de 1914, ces 100.000 adhésions nouvelles étaient-elles dues à une propagande intensifiée au cours de ces deux dernières années ?

La guerre atroce avait-elle ouvert les yeux et fait pénétrer dans les cerveaux la pensée révolutionnaire du socialisme émancipateur ?

Ces adhésions étaient-elles celles d'hommes venus au socialisme en connaissance de cause ?

Les événements se sont chargés de répondre. Ces adhésions nouvelles venaient d'hommes éprouvés par la sanglante tragédie, ayant souffert matériellement et moralement dans leurs intérêts comme dans leur affection, dans leur situation sociale comme dans leur chair, petits commerçants dont le commerce était anéanti, hommes de profession libérale dont la clientèle était perdue, foyers ruinés, fils tués, blessés, mutilés; parmi les meurtris de la grande tourmente, les plus exaltés, les plus exaspérés se ruèrent dans les rangs du Parti Socialiste et ce que quarante années de patiente propagande n'avaient pu produire, deux années suffirent, les effectifs du Parti furent triplés.

Malheureusement ces adhésions dues à des mobiles plus sentimentaux que raisonnés ne suffisaient point à transformer ces citoyens en socialistes, à faire de ces révoltés des révolutionnaires conscients.

Nul ne pense évidemment à mettre en doute leur sincérité, mais il sera bien permis de dire que la plupart donnèrent leur adhésion sans connaître les premiers éléments du socialisme, ni sa doctrine, ni ses méthodes de combat, ni son histoire, sans même se douter des longs efforts qu'ils auraient à accomplir pour aboutir au but final.

Ce furent des adhésions dictées par le cœur plutôt que résolues par le cerveau et très peu parmi ces nouveaux aux convictions ardentes qui se rendissent compte des obstacles que la classe ouvrière aura à surmonter, ni des conditions économiques indispensables à l'accouchement à terme de la nouvelle Société.

J'ai voulu par les quelques lignes qui vont suivre résumer à grands traits les principales phases de l'évolution du socialisme en France avant d'avoir ocnquis, avec son unité, le secret de l'influence profonde dont il jouissait dans notre pays.

Avec des chefs illustres, des cadres solides, des militants dans tous les milieux ouvriers et paysans, un sixième de la représentation nationale, des centaines d'Hôtels de Ville aux mains de ses représentants, le Parti Socialiste en marche vers le deuxième million de suffrages, constituait la grande espérance de tous les travailleurs, de tous les exploités, de tous les meurtris du régime capitaliste.

Les vieux militants n'apprendront rien à la lecture des pages qui vont suivre, mais elles pourront présenter quelque intérêt pour nos jeunes camarades et être utiles à l'œuvre éducative qu'il convient de recommencer.

Elles apprendront à connaître les origines des vieilles divisions du passé et aussi les bienfaits de l'unité socialiste.

En édifiant l'œuvre unitaire nos maîtres vénérés Jules Guesde, Edouard Vaillant, Jean Jaurès savaient quelle arme incomparable ils plaçaient entre les mains du prolétariat réalisant son unité politique de classe contre le capitalisme.

Certains ont porté leurs mains sacrilèges sur l'œuvre unitaire qu'ils ont détruite; l'heure ne tardera pas à son-

ner de nouveau pour le regroupement, l'union, la fusion des forces ouvrières et paysannes, l'unité renaîtra malgré les mauvais bergers qui tenteront de l'empêcher.

Du XVIII[e] Siècle à la Commune

Avant d'aboutir à l'organisation ouvrière les idées socialistes surgirent dans les cerveaux. Elles eurent de nombreux précurseurs en France. Saint-Simon (1760-1825), B. Enfantin (1796-1864), Charles Fourier (1772-1835), Victor Considérant (1808-1893), P. J. Proudhon (1809-1865), Pierre Leroux (1797-1871), Buchez (1796-1865), Cabet (1788-1856). Je n'ai pas à examiner les idées défendues par les plus brillants apôtres du socialisme utopique pas plus que je n'analyserai le mouvement d'opinion qui agitait les masses ouvrières en 1848, d'où sortirent l'insurrection victorieuse du 24 février et l'insurrection vaincue de Juin au cours de laquelle la République massacra ses meilleurs défenseurs.

L'Ecole socialiste révolutionnaire en France fut illustrée par Gracchus Babœuf, guillotiné en 1797 pour sa participation à la *Conjuration des Egaux* et par Auguste Blanqui (1805-1881) l'*Enfermé* qui passa quarante années de sa vie dans les cachots du Roi, de la République et de l'Empire.

La glorieuse insurrection communaliste, explosion de patriotisme et de républicanisme, prit une orientation nettement socialiste et révolutionnaire parce qu'elle mit le pouvoir aux mains des ouvriers, — et de là la nature des décrets du gouvernement de la Commune — et par le caractère internationaliste de ses combattants.

La première Internationale

Elle fut fondée à Londres le 28 septembre 1864 et se prolongea jusqu'en 1873. Elle fut déchirée par des luttes intestines d'abord entre les disciples de Proudhon et ceux de Karl Marx, ensuite entre les adeptes du socialisme scientifique de Marx et ceux de l'anarchisme de Bakounine.

Elle avait une section en France dont le siège était 44 rue des Gravilliers à Paris où se réunissait la section pari-

sienne qui comptait des adhérents à St-Denis, Vanves, Puteaux, Montreuil et entretenait des relations avec les Sections de Caen, Le Havre, Rouen, Amiens, Lyon, Roubaix, St-Etienne, Bordeaux, Marseille.

Au début des républicains de 1848 en faisaient partie et aussi des intellectuels comme Jules Simon et Henri Martin. La France fut représentée par seize délégués au Congrès de Genève en 1866, parmi eux, Benoit-Malon, Tolain, Varlin, Camélinat. Au Congrès de Lausanne en Octobre 1867, parmi les délégués français, Ch. Longuet ; parmi ceux du Congrès de La Haye en 1872, Ranvier, Dereure, Ed. Vaillant; l'année suivante à Genève (1873) Paul Brousse, Pindy.

Après le Congrès de La Haye (1872) l'Internationale se scinda en deux; la première fraction avait des adhérents, en Suisse, Italie, Espagne et midi de la France qui suivaient les inspirations de Bakounine ; l'autre fraction marxiste avait ses adhérents, en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis.

En 1877-1878 l'Internationale était totalement désagrégée.

Les premiers Groupements

Les premiers vagissements du socialisme renaissant en France après la sanglante hécatombe de Mai 1871, se firent entendre au sein des groupements syndicaux, à l'occasion des délégations ouvrières à envoyer aux Expositions Universelles à Vienne 1873, Philadelphie 1876.

A Paris des Chambres Syndicales s'étaient constituées; en province les ouvriers ne pouvant recruter dans une même corporation un assez grand nombre d'adhérents, avaient formé des « Chambres syndicales des Travailleurs réunis ».

Ici quelques typos, cordonniers, menuisiers, plus loin quelques tailleurs de pierres, manœuvres, charpentiers ; ailleurs, quelques chapeliers, doreurs, relieurs, tailleurs, passementiers, réunissant parfois à grand peine une ou deux douzaines de militants.

Parallèlement subsistaient les groupements révolutionnaires de la Première Internationale, assez nombreux à la

suite de la propagande clandestine activement menée par des militants anarchistes. Ces groupements étaient en relations suivies avec les proscrits de la Commune réfugiés en Angleterre et en Suisse (Vaillant, Benoit-Malon, Jules Guesde, Paul Brousse).

Les persécutions gouvernementales se traduisirent par de nombreuses arrestations suivies des retentissants procès des Internationaux de Toulouse et de Lyon et de multiples condamnations.

Les premiers Congrès ouvriers

Le prèmier Congrès ouvrier se tint en 1876 à Paris, salle d'Arras, du 2 au 8 Octobre, où avaient été convoquées les Chambres syndicales, les Associations ouvrières et les Coopératives. Les frais de voyages des délégués furent couverts par une souscription publique. On y échangea des vues sur des questions professionnelles. On y prit des résolutions sur :

La réglementation du travail des femmes et des enfants et la suppression du travail de nuit.

L'organisation des Caisses de retraites sans prélèvement sur le salaire et sans ingérence de l'Etat;

La réorganisation des Conseils de Prud'hommes;

Le Congrès demandait une loi sur les syndicats affranchissant les travailleurs de toute surveillance policière et leur assurant la personnalité civile.

L'état d'esprit des délégués ouvriers était purement corporatiste, ils attendaient l'affranchissement du travail de l'association ouvrière; ils ne voulaient pas détruire la société, mais seulement la modifier par l'établissement de meilleurs rapports entre le Capital et le Travail. Ils n'entendaient ni socialiser ni supprimer le capitalisme, mais améliorer seulement la situation des travailleurs.

Le Congrès de la salle d'Arras décida qu'un deuxième Congrès ouvrier se tiendrait l'année suivante à Lyon.

Il était convoqué pour le 9 décembre 1877 il fut interdit par le gouvernement de l'Ordre Moral. Les Associations syndicales Lyonnaises avaient annoncé leur intention de passer outre et de l'organiser à cette date.

Les Elections assurant le triomphe de la République et la constitution d'un Gouvernement de coup d'Etat, firent ajourner le Congrès au 28 janvier 1878. Il se tint à cette date au Théâtre des Variétés.

Mais entre temps s'était produit un événement qui allait exercer une grande influence sur l'orientation du mouvement ouvrier.

Le 18 octobre 1877 était paru le premier numéro de *L'Egalité,* rédigée par Jules Guesde, Gabriel Deville, Chabry, Victor Marrouck, Emile Massard, Gerbier (Girard) avec pour collaborateurs Bebel et Wilhem Liebnknecht, (Allemagne), César de Paepe (Belgique), Zanardelli et Gnocchi Viani (Italie), Digeon (Espagne).

L'Egalité définissait son programme marxiste :

Nous croyons avec l'école collectiviste à laquelle se rattachent aujourd'hui presque tous les esprits sérieux du prolétariat des deux mondes que l'évolution naturelle et scientifique de l'humanité conduit invinciblement à l'appropriation collective du sol et des instruments de travail.

Les rédacteurs se prononçaient contre la solution coopératiste, préconisaient la représentation directe du prolétariat dans les assemblées électives et l'action révolutionnaire du prolétariat. Ils blâmaient les résolutions du Congrès de Paris comme l'avaient déjà fait les réfugiés de la Commune à Londres.

Parmi les délégués au Congrès de Lyon, Dupire, Ballivet, Chabert de Paris, Lombard de Marseille, Calvinhac de Toulouse, Thierry de Reims, une fraction de la délégation lyonnaise se proclamèrent hautement socialistes.

Dupire et Ballivet déposèrent une motion où se retrouvait l'influence des rédacteurs de « l'Egalité ». Cette motion disait notamment :

Que l'émancipation économique des travailleurs ne serait un fait accompli que lorsque ceux-ci jouiront du produit intégral de leur travail;

que pour atteindre ce but il est nécessaire que les travailleurs soient les détenteurs des éléments utiles à la production : matières premières et instruments de travail.

Combattue par la grande majorité du Congrès une vingtaine de voix seulement votèrent la motion collectiviste.

Le Congrès se prononça pour les méthodes d'associations et les revendications corporatistes qui avaient prévalu au Congrès de 1876. On y affirma le principe de la représentation directe du prolétariat dans les assemblées électives, mais en ajoutant que la candidature ouvrière serait retirée au 2e tour et se rallierait au candidat républicain en cas de péril pour la République.

A partir de ce moment le rôle de Jules Guesde devint prépondérant.

Le Congrès de Lyon avait mandaté les organisations syndicales parisiennes pour convoquer à l'occasion de l'exposition de 1878 un Congrès International qui devoit se réunir en septembre.

Le gouvernement interdit le Congrès : Jules Guesde et les Socialistes de l'*Egalité* avaient tenu, dès Mars 1878, une réunion internationale, salle Petrelle, où on avait réclamé l'accès des Congrès ouvriers aux groupes socialistes; les organisations syndicoles s'étant en majeure partie inclinées devant le veto gouvernemental, Jules Guesde et les socialistes prirent la résolution d'inviter les délégués français et étrangers à venir siéger 104, rue des Entrepreneurs, au domicile de M. Isidore Finance.

Le jour de l'ouverture du Congrès la police occupa le local et les organisateurs furent arrêtés.

Jules Guesde et trente-huit militants furent traduits le 22 octobre 1878 devant la Xe Chambre, où en guise de défense, Guesde fit un magistral exposé de la doctrine collectiviste doublé d'un véritable réquisitoire contre l'ordre capitaliste. Il fut condamné à six mois de prison, mais sa plaidoirie eut un immense retentissement; répandue à profusion dans les milieux ouvriers, elle provoqua un vif courant populaire en faveur du socialisme.

Le Congrès à Marseille

Au troisième Congrès National ouvrier convoqué à Marseille pour le 20 octobre 1879 furent conviés non seulement les associations ouvrières mais aussi les délégués des Cercles d'Etudes Sociales et groupes collectivistes, éclos un peu partout à la suite des Conférences faites par Jules Guesde à travers le pays après sa sortie de prison, où il souleva l'enthousiasme des foules par sa dialectique prenante et son âpre éloquence.

Un nouvel organe a vu le jour « Le Prolétaire », rédigé par Paul Brousse, Eug. Fournière, Joffrin, dont le gérant est incarcéré.

Parallèlement à ces campagnes de presse une vive agitation se poursuit en faveur des proscrits et condamnés de la Commune qui aboutit à l'élection de Blanqui à Bordeaux. Elle ne tardera pas à avoir pour couronnement le vote de l'amnistie. Aussi au Congrès de Marseille le ton a monté; on y parle collectivisme, lutte des classes et le langage révolutionnaire et internationaliste de plusieurs délégués recueillie les ovations enthousiastes du Congrès.

Les Réfugiés de la Commune à Londres saluent par un télégramme le Congrès ouvrier et socialiste; la *Social Démocratie Allemande* envoie également un télégramme de solidarité avec le *Parti Ouvrier* de France. D'autres adresses sont reçues d'Espagne, d'Italie, etc. C'est bien le Parti Ouvrier qui sort des assises de Marseille; la résolution collectiviste réclamant l'abolition du salariat, l'appropriation collective des moyens de production et d'échange est adoptée par la majorité aux cris de Vive la Révolution! et le Congrès décide la constitution d'un parti ouvrier de classe sous le titre de Parti des Travailleurs Socialistes de France.

Les premières Divisions

Les résolutions de l'immortel Congrès de Marseille suscitèrent un enthousiasme indescriptible dans les centres ouvriers. Partout les délégués acquis au collectivisme rendaient compte de leur mandat dans des réunions pu-

bliques où étaient conviés les travailleurs et qui se terminaient généralement par la constitution d'un Groupe du Parti Ouvrier.

L'année suivante, le 19 novembre 1880, se tint au Havre le IV^{e} Congrès Ouvrier.

L'amnistie votée, les réfugiés de la Commune étaient rentrés en France, J.-B. Clément, J.-B. Dumay. Allemane avaient adhéré au Parti Ouvrier au sein duquel des dissensions s'étaient produites au sujet de la rédaction du Programme minimum en vue des Elections.

D'autre part les éléments corporatistes inspirés par les syndicaux Barberet et Isidore Finance méditaient de revenir sur les textes révolutionnaires de Marseille; pour arriver plus facilement à leurs fins, ils obtinrent de la Commission d'organisation d'autres bases de convocation que celles admises à Marseille.

Les délégués des groupes collectivistes ne comptant pas vingt-cinq membres ne devaient pas être admis ainsi que ceux qui ne feraient pas partie du groupe mandatant. Cette décision provoqua des scènes violentes; l'assemblée se sépara en deux, les corporatistes continuèrent à siéger salle Franklin tandis que les socialistes avec Jean Dormoy, P. Coupat, Paul Minck, etc. allèrent siéger avec les éléments anarchistes dans la Salle de l'Union Lyrique où ils déclarèrent tenir le IV^{e} Congrès Ouvrier et Socialiste.

Le Congrès adopta le programme minimum rédigé par Jules Guesde en collaboration de Karl Marx et F. Engels et qui avait déjà été voté par l'Union Fédérative du Centre. Des amendements de caractère anarchiste furent ajoutés, mais ils furent éliminés par les Congrès ultérieurs.

⁂

Les Elections de 1881 où les candidats du Parti Ouvrier naissant n'avaient recueilli qu'une soixantaine de milliers de suffrages socialistes, dont 35.000 à Paris, ne répondirent pas aux espérances des militants.

Paul Brousse, Benoit-Malon attribuaient l'échec aux considérants révolutionnaires du programme de Guesde

et de Marx; ils réclamaient la liberté pour les groupes de rédiger le programme électoral « suivant les mililux, les mœurs, le tempérament ».

Une vive polémique s'était engagée entre Paul Brousse et Jules Guesde, elle eut ses échos au Ve Congrès National tenu à Reims le 30 octobre 1881 où furent aux prises deux tendances : celle du collectivisme révolutionnaire, unitaire et centralisateur avec Jules Guesde et celle du socialiste fédéraliste et réformiste avec Benoit-Malon et Brousse.

Ces derniers ne voulurent pas aller jusqu'à l'abandon du programme du Havre, mais ils proposèrent aux Fédérations de décider que « le Comité socialiste de circonscription ait le droit de rédiger son programme électoral.

***

L'année suivante le différend s'était aggravé à l'élection de Joffrin, les considérants du programme avaient été remplacés par une formule moins nette et donné un aliment à la polémique entre le *Prolétaire* et l'*Egalité*.

Le VIe Congrès siégea à St-Etienne (25 septembre 1882). L'assemblée n'écouta point la voix conciliatrice de G. Rouanet, et dès la première séance les délégués guesdistes au nombre de vingt-trois se retirèrent et allèrent dans la ville voisine de Roanne tenir un Congrès séparé qui organisa *Le Parti Ouvrier Français* tandis que les quatre-vingt-deux délégués restés à St-Etienne donnèrent à leur organisation le titre de *Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, Fédération des Travailleurs Socialistes.* Quelques années plus tard de nouveaux désaccords se produisirent au sein de cette dernière organisation, plus communément appelée du nom de Parti possibiliste.

Ces désaccords survinrent de l'attitude des élus au Conseil Municiapl de Paris; ils se reflétaient au sein du Comité National où la mésentente régnait entre P. Brousse, Chabert, Joffrin, Lavy, Paulard, conseillers municipaux d'une part, et J. Allemane, Faillet, J.-B. Clément qui reprochaient vivement aux premiers de se désintéresser de l'agitation révolutionnaire et d'avoir une trop grande préoccupation de l'action purement réformiste.

Ces divisions allèrent en s'aggravant au point que plusieurs candidats socialistes de la même organisation furent en présence pour le même siège, aussi la conclusion inévitable de ces dissensions fut un épisode du X[e] Congrès de la Fédération des Travailleurs Socialistes de France qui se tint à Châtellerault le 9 octobre 1890.

Dès les premières séances le conflit éclata, les délégués des Ardennes et ceux de quarante-trois groupes et syndicats quittèrent le Congrès suivirent J. Allemane et J.-B. Clément à Paris où réunis le 13 octobre salle Favié, ils décidèrent de se constituer en fraction séparée sous le titre de *Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire.*

***

Les scissions de St-Etienne et de Châtellerault ont donc séparé en trois organisations distinctes le Parti Ouvrier fondé en 1879 à Marseille.

Au lendemain de l'amnistie aux proscrits de la Commune (1880) les anciens combattants de l'insurrection parisienne avaient pris diverses directions. Les uns avaient adhéré au Parti Ouvrier. d'autres suivirent la politique de l'extrême gauche, oppositionnelle de M. Clemenceau.

De leur côté, Eudes, Ed. Vaillant, Granger. Chauvière avaient lancé un appel au ralliement des éléments blanquistes fidèles à la traditionnelle devise « Ni Dieu ni Maître », pour reconstituer le Comité Révolutionnaire Central, qui devint le Comité directeur des groupes blanquistes de province réunis au sein du *Parti Socialiste Révolutionnaire.*

Enfin d'autres communeux comme Alph. Humbert, Jourde, Avrial, Jaclard, Lucipia fondèrent à la même époque (1880) avec des radicaux socialisants *L'Alliance Républicaine Socialiste* dont l'existence fut éphémère mais laissa subsister après sa disparition un vocable revendiqué par des groupes ou Comités électoraux, refuges de fugitifs de diverses organisations nationales ou d'intellectuels bien intentionnés qui tout en étant attirés par l'idéal socialiste,

hésitaient à faire choix entre les diverses écoles et se proclamaient socialistes indépendants.

Ces groupements n'eurent aucun lien entre eux jusqu'en 1898.

Le Parti Ouvrier Français

Il date ainsi que nous l'avons vu du Congrès de Marseille qui décida sa fondation et du Congrès du Havre qui lui donna l'année suivante son programme.

Ses théoriciens de valeur Jules Guesde, Paul Lafargue, Gabriel Deville, Ch. Bonnier Ed. Fortin, nourris de la doctrine marxiste furent en France les vulgarisateurs du socialisme scientifique, analyse pure du processus de la production capitaliste, du sens de son évolution et de son aboutissant inéluctable la trasformation du régime social.

Les premiers propagandistes ouvriers formés par les marxistes français, Jean Dormoy à Montluçon, R. Lavigne dans le Sud-Ouest, G. Delory et Carrette dans le Nord, Langrand à St-Quentin, Pédron à Reims, Lombard à Marseille, G. Mazoyer à Alais, Brunellière à Nantes, Roussel dans la région parisienne, furent des organisateurs remarquables et des éducateurs du mouvement ouvrier.

L'action du P. O. F. diffusa les thèses générales du marxisme, elle rendit familière aux masses la notion de lutte des classes et l'idée d'un Parti Ouvrier distinct de tous les partis bourgeois, les travailleurs comptant sur eux-mêmes pour leur propre émancipation. Sa préoccupation constante fut l'affirmation préalable du but final du socialisme, même à l'occasion d'une action purement réformiste et de réalisation pratique, son souci dominant: le recrutement.

Lorsqu'un travailleur donnait son adhésion au P. O. F. il recevait le Règlement avec sa carte annuelle où venait s'adapter le timbre de la cotisation mensuelle, un exemplaire du Programme général du Parti commenté par J. Guesde et P. Lafargue, deux brochures : une sur le collectivisme, une autre sur l'évolution économique de la propriété, l'insigne du Parti.

Les groupes locaux devaient se réunir fréquemment, lire les diverses brochures éditées par le Parti Ouvrier,

établir des controverses sur divers problèmes sociaux, suivre les discussions politiques du Parlement, organiser des causeries et des conférences.

Reliés entre eux par des Fédérations régionales, au début : Fédération du Nord, Union Fédérative du Centre (région parisienne), Fédération de l'Est (Lyon), Fédération du Sud-Ouest (Bordeaux), Fédération Méridionale (Marseille), Fédération de l'Ouest (Nantes). Ces Fédérations se fractionnèrent.

Le P. O. F. organisa une vingtaine d'organisations fédérales : La Fédération du Nord (Nord, Pas-de-Calais, Somme), La Fédération du Sud-Ouest 'Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Lot-et-Garonne, Hautes-Pyrénées, Gers). La Fédération du Centre (Allier, Cher, Puy-de-Dôme), La Fédération de la région parisienne (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne). La Fédération Girondine, la Fédération Nantaise, la Fédération de l'Oise, de l'Aube, de la Marne, du Gard, de Basse-Normandie, de l'Isère, de la Drôme, de la Dordogne, de la Haute-Vienne, de la Guadeloupe.

Ces Fédérations élisaient un Conseil Fédéral en relation avec le Conseil National siégeant à Paris, désigné à l'origine par les groupes de la ville où devaient se tenir le prochain Congrès, puis élu plus tard par le Congrès National. Les groupes se faisaient directement représenter au Congrès National et correspondaient avec le secrétariat du Conseil National sans passer par l'intermédiaire de la Fédération régionale.

Le P. O. F. tint au cours de son existence près de cent Congrès régionaux et ving Congrès nationaux. Ces derniers siégèrent après le VI^{e} à Roanne

Le VII^{e} à Roubaix en 1884 ; VIII^{e} à Lille en 1890 ; IX^{e} à Lyon en 1891; X^{e} à Marseille en 1892; XI^{e} à Paris en 1893; XII^{e} à Nantes en 1894; XIII^{e} à Romilly en 1895; XIV^{e} à Lille en 1896; XV^{e} à Paris en 1897; XVI^{e} à Montluçon en 1898; XVII^{e} à Epernay en 1809; XVIII^{e} à Ivry en 1900; XIX^{e} à Roubaix en 1901; XX^{e} à Issoudun en 1902.

Le P. O. F. avait son programme général dont nous avons dit qu'il avait été rédigé par J. Guesde, K. Marx, Engels.

Il contenait une partie politique et une partie économique précédées des Considérants suivants :

Considérant,

Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les être humains sans distinction de sexe ni de race;

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terre, usines, navires, banques, crédits, etc.);

Qu'ils n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production puissent leur appartenir;

1° La forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel;

2° La forme collective dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la classe capitaliste;

Considérant,

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisée en parti politique distinct;

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation;

Les travailleurs socialistes français en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec les revendications suivantes...

Au Programme général étaient adjoints plusieurs programmes particuliers.

Le Programme Municipal élaboré par le Congrès de Lyon en 1891; le programme agricole commenté par P. Lafargue, voté par le Congrès de Marseille (1892) et Nan-

tes (1894) après une enquête dans les milieux ruraux; le programme maritime adopté par les Congrès de Romilly (1895) et Lille (1896).

Ses Congrès aboutirent à des résolutions motivées sur les questions suivantes :

Les monopoles; l'organisation corporative; la législation internationale du travail; le socialisme et les grèves, les syndicats obligatoires, du rôle des syndicats; la coopération, le chômage, l'antisémitisme, le nationalisme; la paix et le désarmement; le socialisme communal, les trusts, la conquête des pouvoirs publics.

Son Conseil National lança divers manifestes à l'occasion du 1er Mai 1891, à propos des attentats à la dynamite (14 octobre 1892); sur le Panama (22 janvier 1893); Socialisme et patriotisme (23 janvier 1893); l'affaire Dreyfus (24 juillet 1898).

Au début le P. O. F. mêlait son action à celle de la Fédération Nationale des Syndicats qui se réunissait en Congrès tous les deux ans à la veille des Congrès socialistes, 1890 Calais, 1892 Marseille, 1894 Nantes. En 1888, à Troyes, se tint en même temps le Congrès Ouvrier et Socialiste.

C'est de cette Fédération Naitonale des Syndicats et groupes corporatifs que naquit l'idée du Premier Mai. Au Congrès d'octobre 1888, réfugié au Bouscat (1) Jean Dormoy, maire de Montluçon, proposa la résolution tendant à organiser le même jour — 10 février 1889 — dans toute la France une manifestation publique avec délégation allant soumettre les revendications ouvrières aux pouvoirs publics.

L'année suivante (1889) Raymond Lavigne soumit la proposition au Congrès ouvrier socialiste international organisé à Paris, salle Petrelle, rue Rochechouart, par les socialistes guesdistes et blanquistes, en accord avec les groupes corporatifs de la Fédération Nationale. Le Con-

(1) Le congrès devait se tenir à Bordeaux, mais la salle fut fermée à cause de l'exhibition du drapeau rouge, le Congrès se tint à la mairie de Bouscat.

grès International fixa au 1er Mai la date de la manifestation internationale pour mettre en demeure les pouvoirs publics de réduire légalement la journée à huit heures.

Le P. O. F. dès son origine n'avait cessé d'être en relation avec les organisations ouvrières et socialistes d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique d'Espagne, etc. Son organe central le *Socialiste* avait pour correspondants : Wilhem Liebknecht, Bebel, Kaustky, Victor Adler, G. Plekanoff, E. Ferri, Anseele, Pablo Iglesias, P. Lavroff, Cuningham-Graham, etc. En plus du *Socialiste,* le Parti comptait un quotidien *Le Droit du Peuple* de Grenoble, vingt hebdomadaires en province.

En 1892-1896 de nombreux Hôtels de Ville furent occupés par les socialistes du Parti Ouvrier qui firent œuvre de réalisateurs. Aux éections de 1898 le P. O. F. présenta des candidats dans plus de cent circonscriptions de trente-huit départements. Il recueillit 330.773 suffrages et eut quatorze élus au Palais-Bourbon.

La Fédération des Travailleurs Socialistes de France

Née aussi au Congrès de Marseille, son VIe Congrès tenu à Saint-Etienne en 1882 après le départ des guesdistes à Roanne vota la motion suivante :

Le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire Français déclare :

1° *Que le but final qu'il poursuit est l'émancipation complète de tous les êtres humains sans distinction de sexe, de race, de nationalité;*

2° *Que cette émancipation ne sera en bonne voie de réalisation que lorsque par la socialisation des moyens de produire on s'acheminera vers une société communiste dans laquelle « chacun donnant selon ses forces recevra selon ses besoins » ;*

3° *Que pour marcher dans cette voie, il est nécessaire de maintenir par le fait historique de la distinction des classes un parti politique distinct en face des diverses nuances des partis bourgeois;*

4° *Que cette écancipation ne peut sortir que de l'action révolutionnaire et qu'il y a lieu de poursuivre comme moyen la conquête des pouvoirs publics dans la Commune, le département et l'Etat.*

La déclaration de principe ci-dessus était nettement socialiste révolutionnaire. Elle se distinguait néanmoins des considérants marxistes du Programme du P. O. F. en ce qu'elle ne prenait pas pour base, de l'action socialiste, pour pivot, la classe prolétarienne, mais la poursuite d'un but *idéaliste* : « une société communiste dans laquelle chacun donnant ses forces recevrait selon ses besoins » tandis que les Marxistes font du socialisme non pas la recherche d'un idéal à réaliser, mais une nécessité historique, économique et sociale, que le prolétariat, classe dominée, est appelé à réaliser pour son émancipation tout en libérant du même coup toutes les classes dont le sort est lié au sien.

Les possibilistes constituaient cependant un véritable Parti socialiste puisqu'ils assignaient comme but à leurs efforts la socialisation des moyens de production, reconnaissaient le fait historique de la lutte des classes et la nécessité de l'action révolutionnaire.

Mais ils étaient surtout séduits par une politique d'action positive et de résultats immédiats. De là leur conception particulière des services publics, organisation des monopoles d'Etat et des Régies municipales dans le cadre même de la société présente.

Pratiquement la *Fédération des Travailleurs Socialistes de France* devint un parti essentiellement évolutionniste. Ce fut le principal reproche qui lui fut adressé par l'Union fédérative du Centre qui après la scission de Châtellerault donna naissance au P. O. S. R.

Du programme détaillé de réformes élaboré par l'organisation détachons l'article 19 qui disait :

Intervention résolue de l'Etat dans les branches diverses du travail privé, ateliers, compagnies, banques, entreprises agricoles, industrielles, commerciales, d'abord pour imposer aux employeurs des cahiers des charges garantissant les intérêts des travailleurs et les intérêts collectifs, ensuite pour transformer progressivement toutes les

industries bourgeoises en services publics socialistes dans lesquels les conditions seront réglées par les travailleurs eux-mêmes.

Les Congrès de la F. T. S. F. se tinrent successivement à : Paris (octobre 1883), Rennes (octobre 1884), Charleville (octobre 1887). Châtellerault (octobre 1890), Paris (juillet 1892), Tours (septembre 1894), Paris (29 avril 1899).

Cette organisation tint divers Congrès régionaux : du Centre à Paris; de l'Ouest à Rennes, Angers; de l'Est à Dijon, etc. La F. T. S. F. avait surtout une sérieuse influence à Paris; elle eut à un moment donné une dizaine de représentants à l'Hôtel de Ville de Paris.

En 1884 aux élections municipales : 33.604 voix s'affirmèrent sur ses candidats.

Lors de l'agitation boulangiste la F. T. S. F. s'associa aux forces républicaines contre le boulangisme par l'action de ses élus et par celle de son Comité National.

Elle put aux élections de Septembre 1889 en pleine effervescence boulangiste conserver près de 40.000 suffrages parisiens.

En dehors de la capitale, elle comptait de nombreux groupements dans des départements de la Vallée de la Loire, le Loir-et-Cher, la Vienne, l'Indre-et-Loire, le Maine-et-Loire, et aussi des adhérents dans les villes d'Amiens, Nancy, St-Quentin, Besançon, Grenoble, Alger, Chambéry.

Ses principaux militants étaient : Benoit Malon, puis P. Brousse, Joffrin, Paulard, Reties, J.-B. Dumay, Lavy, Arthur Rozier, André Gély, L. Martinet, Prudent Dervilliers, F. Brunet, Blondeau, etc.

En 1899 lors de la crise née de l'affaire Dreyfus ce fut la F. T. S. F. qui prit l'initiative de proposer le 17 Juillet aux organisations nationales la tenue d'un Congrès général de tous les socialistes.

La F. T. S. F. organisa en 1883, salle Favié, rue de Belleville, en 1886, salle de la Redoute, rue J.-J. Rousseau, des Conférences ouvrières internationales et en 1889 un Congrès Ouvrier international rue de Lancry, en même temps que se tenait à la salle Petrelle le Congrès marxiste international d'où sortit la manifestation du 1er Moi.

Le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire

Ce vocable était le sous-titre de la Fédération des Travailleurs socialistes de France adopté au Congrès de Saint-Etienne. Il devint le titre de la fraction allemaniste séparée au Congrès de Châtellerault (1890).

La préférence marquée par les uns pour l'action politique et purement électorale, la place prépondérante assignée par les autres à l'action syndicale furent le point de départ des dissentiments qui se terminèrent par la scission au sein du parti possibiliste.

Le *Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire* qui se constitua salle Favié à Paris le 5 Octobre 1890 condamnait la tactique Broussiste établissant « des conventions avec les partis les plus voisins du Parti Ouvrier et de mutuelles concessions sur le terrain électoral ».

De même qu'il s'élevait contre les élus essayant de se soustraire au contrôle du Parti, « les élus étant dans les assemblées électives, les délégués du Parti devant exécuter strictement le mandat confié ».

Le P. O. R. S. était un parti à tendance ouvriériste se glorifiant de compter surtout des manuels dans son sein (1) aspirant être « un Parti du Travail ». Il donnait à l'organisation syndicale une valeur supérieure à l'action politique, cette dernière selon lui ne pouvant aboutir à l'émancipation du prolétariat, tandis que l'action corporative portait en elle le germe de l'action révolutionnaire. Aussi le P. O. S. R. voyait-il dans la grève générale l'arme par excellence de la Révolution Sociale.

Mais tout en préconisant « l'action directe » du prolétariat il préconisait en même temps un *socialisme communal*, aussi avait-il un programme municipal de réglementation du travail et de création de services publics à prix de revient, greniers, minoteries, etc.

---

(1) Bien que des avocats comme Briand et Wilm en fissent partie.

Il avait également un programme législatif adopté par le Congrès de St-Quentin 1892 et un programme agricole voté par le Congrès de Dijon 1894.

Une autre caractéristique du P. O. S. R. c'était son attitude vis-à-vis de ses élus. Le mandat impératif était imposé, un contrôle sévère était établi sur eux, et leur démission en blanc était remise aux mains du Comité. L'élu législatif versait une cotisation mensuelle de cent francs.

Au Comité National avait été substitué à la tête du Parti un Secrétariat Général constitué à raison de six membres par Fédération élus pour un an. Les élus législatifs, municipaux ou départementaux en étaient exclus.

Les principaux militants du P. O. S. R. furent J. Allemane, J.-B. Clément, Faberot, A. Poulain, Marpaux, Chabert, Chausse, Lavaud, G. A. Bernard, etc.

Il comptait à Paris 65 groupes ou syndicats. Ses forteresses étaient dans les XI^e^, XIX^e^, XX^e^ arrondissements; en province, dans l'Ain, le Jura, le Doubs, la Côte-d'Or, les Ardennes, l'Yonne ainsi que des Groupes à St-Quentin, Rouen, Alger, etc.

Le P. O. S. R. tint ses congrès à Paris en juin 1891, à St-Quentin en Octobre 1892, à Dijon en Juillet 1894, à Paris en Septembre 1895, Septembre 1896, Septembre 1897.

Au Congrès International de Londres en 1896 la délégation du P. O. S. R. s'opposa à la motion d'exclusion, des délégués anarchistes anti-parlementaires ou n'admettant pas l'action politique, réclamée par les délégués guesdistes et jauressistes.

Le P. O. S. R. eut en 1893 cinq élus à la Chambre : Dejeante, Groussier, Avez, Toussaint et Faberot; il eut plusieurs représentants au Conseil Municipal de Paris.

Il avait un organe hebdomadaire à Paris, *Le Parti Ouvrier* et deux hebdomadaires en province.

L'Alliance communiste

Elle fut une fraction du P. O. S. R. dont elle se détacha à la suite du différend entre l'organisation allemaniste et les élus municipaux et législatifs qui refusèrent de se soumettre à l'obligation du versement mensuel.

Aux Elections de 1893 les conseillers municipaux Berthaut et Faillet, les députés Dejeante et A. Groussier avaient remis en blanc leur démission au Secrétariat du P. O. S. R. qui, devant leur refus de se soumettre au versement d'une forte cotisation, transmit ces démissions que les quatre élus reconnurent comme bonnes et valables. Soutenus par de fortes fractions des groupes allemanistes de leur quartier ils se représentèrent devant les électeurs, ils furent réélus.

A la suite de ces incidents les groupes des X^e^ et XX^e^ arondissements qui les avaient appuyés se retirèrent du P. O. S. R. et constituèrent, sous le titre de *Alliance Communiste* une organisation qui se rapprocha des groupes blanquistes parisiens auxquels elle mêla intimement son action jusqu'à l'unité.

La propagande de Dejeante, Groussier et Maxence Roldes fonda des groupes de l'A. C. en Côte-d'Or, dans le Doubs et dans les Ardennes.

Le Parti Socialiste Révolutionnaire

Ce titre fut adopté le 1er Juillet 1898 par les groupes blanquistes de province sous l'autorité du *Comité révolutionnaire Central*. La déclaration de principe du P. S. R. disait que ses adhérents étaient athées, communistes et révolutionnaires.

Communistes parce que nous voulons que la terre, que les richesses naturelles ne soient plus appropriées par quelques-uns, mais qu'elles appartiennent à la communauté; parce que nous voulons que, libres de toute oppression, maîtres enfin de tous les instruments de production, terre, fabriques, etc., les travailleurs fassent du monde un lieu de bien-être et non plus de misère.

....

Mais le prolétariat est enfin arrivé à prendre conscience de lui-même; il sait qu'il porte en lui les éléments de la Société nouvelle, que sa délivrance sera le prix de sa victoire sur la bourgeoisie et que cette classe anéantie les classes seront abolies, le but de la Révolution atteint.

....

Nous sommes révolutionnaires parce que pour réaliser le but de la Révolution nous voulons renverser par la force une Société qui ne se maintient que par la force. Parce que nous savons que la faiblesse comme la légalité tue les Révolutions, que l'énergie les sauve. Parce que nous reconnaissons qu'il faut conquérir ce pouvoir politique que la bourgeoisie garde d'une façon jalouse pour le maintien de ses principes, etc., etc.

Au début les groupes du P. S. R. consacraient une grande partie de leur activité à la lutte anti-cléricale et anti-militariste et l'organisation des minorités révolutionnaires capables d'entraîner le prolétariat aux heures décisives. Mais sous la direction d'Ed. Vaillant se réclamant à la fois de la tradition révolutionnaire de Blanqui et du Socialisme internationaliste de Marx, le P. S. R. évolua peu à peu vers les tendances générales du socialisme moderne.

Le P. S. R. était irréductiblement opposé à toute compromission avec les partis bourgeois, il admettait la grève générale comme moyen de lutte, s'affirmait pour l'action révolutionnaire instaurant par la dictature du prolétariat l'ordre nouveau.

Il comptait en dehors de ses Comités parisiens (principalement dans le XV^e et le XX^e) trois Fédérations en province : 1° La Fédération du Centre (Allier, Cher, Puy-de-Dôme) dont le siège était à Commentry; 2° la Fédération du Sud-Ouest (Lot, Corrèze Aveyron, Tarn) dont le siège était à Cahors; 3° la Fédération de l'Ouest groupant les éléments épars de Maine-et-Loire, Indre-et-Loire, Sarthe, Manche, Seine-Inférieure, dont le siège était à Tours et divers Comités à Lyon, Nevers, Nîmes Draguignan, etc.

Il publiait trois hebdomadaires de province et un journal des jeunesses, le *Tocsin Révolutionnaire*,

Il eut des députés élus à Paris, dans le Cher, dans le Var. Ses principaux militants autour de Vaillant étaient Maurice Allard, Paul Minck, Louis Dubreuilh, Eug. Baudin, Thivrier, Albert Tanger, Sembat.

LES SOCIALISTES INDEPENDANTS

Après la disparition de *L'Alliance Républicaine Socialiste* en 1881, des groupes socialistes indépendants étaient éclos à Paris et dans plusieurs villes de province.

Ils recrutaient des éléments qui se réclamaient du socialisme sans avoir fait acte d'adhésion à aucune des grandes organisations, des hommes comme Jules Vallès furent également des socialistes indépendants sans faire partie d'aucun groupement.

Pendant la législature 1885-1889, des députés ouvriers qui s'intitulaient socialistes siégèrent à la Chambre : Basly, Camelinat, Numa Gilly, Michelin; au groupe ouvrier de la Chambre, figurèrent également des radicaux avancés comme Laguerre Laisant, Théron, etc.

Les élections de 1894 firent rentrer à la Chambre un certain nombre d'élus des organisations nationales : les cinq élus allemanistes formèrent un petit noyau à part; autour de Jules Guesde et de Vaillant se constitua au cours de cette législature un groupe d'Union Socialiste auquel adhérèrent Millerand, Viviani, Pascal Grousset, Grandais, Blondel, Piperaud, Gérault-Richard.

Vers la même époque divers groupements socialistes indépendants (1893) avaient fondé la Fédération républicaine socialiste de la Seine avec Viviani, Millerand, Le Rouanet, Coutant, Destarges, Franconie et J. Jaurès qui venait d'être élu à Carmaux sur le programme du Parti Ouvrier bien que n'adhérant pas à cette organisation.

La Revue Socialiste tour à tour dirigée par Benoit-Malon, Georges Renard, G. Rouanet, Eug. Fournière, tout en accordant l'hospitalité de ses colonnes à tous les écrivains socialistes, défendait plus particulièrement la conception d'un socialisme démocratique et largement réformateur qui voyait l'avènement du Socialisme par une succession de réformes et l'épanouissement de la Républi-

que dans le domaine économique. Aux environs de 1898, diverses tentatives d'organisation, finirent par relier moralement les socialistes Indépendants avec Gérault-Richard, Viviani, André Lefebvre, Rouanet, Navarre, Pascal Grousset, Adrien Veber, etc. ; 2° la Fédération des Socialistes Révolutionnaires Indépendants avec John Labusquière, Révelin, Meslier, Imbert, Colliard, etc.

Ces deux fractions se réunirent au moment de l'Affaire Dreyfus pour former *La Confédération des Socialistes Indépendants.*

Enfin en province dans quelques départements s'étaient constituées des Fédérations d'Union Socialiste.

Le Socialisme fractionné

Le fractionnement du Socialisme en France, dû à la diversité d'origine des organisations, à la différence de tempérament et de conceptions des militants, correspondait à un état de fait. Il eut son bon et son mauvais côté.

Les résultats heureux furent : 1° l'émulation louable des divers partis s'efforçant par une propagande persévérante de renforcer leurs cadres, de recruter de nombreu adhérents; 2° la clarification des idées socialistes qu'elles dégagèrent de la confusion des débuts du mouvement ouvrier.

La grande gloire des vieilles organisations restera d'avoir patiemment groupé les travailleurs, de les avoir éduqués, instruits, de leur avoir inculqué la notion d'une discipline librement consentie, d'avoir fait entrevoir au prolétariat la vision de sa mission historique en lui faisant acquérir sa conscience de classe.

Grâce à elle — quand vint l'unité — il existait une armée socialiste, des sergents recruteurs capables d'encadrer les masses ouvrières et paysannes pour les diriger vers la Révolution émancipatrice.

Les inconvénients de ce fractionnement consistaient dans la facilité offerte aux mauvais éléments de passer d'une organisation dans l'autre à la suite d'indiscipline ou de querelles personnelles, et enfin d'opposer aux forces de

l'adversaire des forces divisées, rivales, perdant une partie de leurs efforts dans des déchirements fratricides.

On voyait trop souvent à la tribune des réunions publiques les orateurs des diverses écoles s'épuisant en controverses dégénérant en disputes pour la plus grande tranquillité du monde bourgeois et cela dans une certaine mesure paralysait le recrutement, empêchait l'adhésion de travailleurs instinctivement poussés vers le socialisme.

TENTATIVES DE RAPPROCHEMENT

Les chefs des diverses écoles se rendaient bien compte de ces faiblesses, aussi essayèrent-ils au cours des vingt premières années de renaissance du socialisme d'aboutir à des actions communes. C'est ainsi qu'en 1882 autour de Jules Vallès collaboraient au *Cri du Peuple,* Jules Guesde, Deville, Massard, guesdistes; Ed. Vaillant, A. Goullé, blanquistes; Fournière, indépendant, etc.

Aux Elecitons Législatives de 1885, à côté de la liste possibiliste, *Le Cri du Peuple* présentait une liste de coalition socialiste révolutionnaire sur laquelle figurèrent Gambon, Lissagaray, Benoit-Malon, Fournière, Ed. Vaillant, J. Guesde, Eudes, Dereure, Lafargue, Deville, Ernest Roche, Albert Goullé, Henri Rochefort.

La même union se fit l'année suivante à l'élection complémentaire du 2 mai 1886 où les socialistes guesdistes, blanquistes et Indépendants, présentèrent la candidature d'Ernest Roche (1) qui rallia 100.820 suffrages parisiens contre 146.060 au radical Gauthier.

L'agitation boulangiste ouvre une crise pour le régime républicain. Blanquistes et guesdistes se réunissent encore opur adresser un appel commun aux électeurs signé par le Conseil National du P. O. F. et le Comité Central du P. S. R. en Août 1889.

---

(1) C'était au lendemain des événements de Decazeville où l'ingénieur Wattrin trouva la mort au cours de la grève. Duc Quercy et Ernest Roche avaient défendu la cause des grévistes. On tira au sort entre leurs noms, ce fut Roche que le sort désigna.

Ce manifeste retentissant proclame « la République comme la forme politique nécessaire à l'affranchissement prolétarien ».

Il dénonce l'impuissance des dirigeants qui l'ont compromise et créé le péril boulangiste, et en faisant appel en faveur du socialisme il se terminait ainsi : « Nous ne « devons pas tomber de Ferry dans Boulanger, mais les « clouer au même pilori. Ni Ferry, ni Boulanger! ni rue « de Sèze, ni rue Cadet! mais la République égalitaire et « sociale. »

Ce manifeste était une protestation contre les éléments socialistes dont les uns par haine de l'opportunisme s'étaient fourvoyés dans le Boulangisme, et les autres, par crainte du péril républicain, associé intimement à la politique de la bourgeoisie opportuniste.

A la Chambre nous l'avons déjà indiqué, un groupe d'union socialiste s'était constitué au cours de la législature 1893-1918.

Les Elections Municipales de 1896 mirent de nombreux Hôtels de Ville au pouvoir d'élus ouvriers et socialistes. De grandes villes comme Marseille, Lille, Toulon, Roubaix, Limoges, Roanne, Carmaux, Montluçon, Commentry, etc. furent entièrement conquises, d'importantes minorités entraient — Lyon, Castres, Agen, Grenoble, etc. Pour fêter ces succès un grand banquet des Municipalités socialistes fut organisé au restaurant de la Porte-Dorée, à Saint-Mandé, le 30 mai 1896.

Toutes les fractions socialistes y furent représentées à l'exception des allemanistes. Millerand présidait avec autour de lui Jules Guesde, Ed. Vaillant, J. Jaurès, Viviani, P. Brousse et les maires et adjoints socialistes de plus de quarante municipalités.

Millerand fit acte public d'adhésion au collectivisme en défendant le programme minimum d'union socialiste, résumé dans cette affirmation : *n'est pas socialiste quiconque n'accepte pas la substitution nécessaire et progressive de la propriété sociale à la propriété capitaliste.*

Voici maintenant l'affaire Dreyfus, l'agitation populaire qui doit aboutir à la révision du procès, la coalition de toutes les forces de réaction pour monter à l'assaut de la République.

Au début J. Guesde, Vaillant, Millerand, Viviani déclaraient que le conflit qui mettait aux prises les deux fractions de la bourgeoisie, devait servir aux socialistes pour combattre l'une et l'autre, tandis que Jaurès se lançait dans la bataille pour la révision.

Après les Elections législatives de 1898 où furent battus Guesde, Jaurès, Viviani, l'horizon politique s'assombrissait; les menées césariennes aboutissaient par la faiblesse du gouvernement à l'état de siège de Paris.

La *Petite République* lançait le 13 octobre un appel à l'union socialiste et le lendemain 14 le Conseil National du P. O. F. convoquait les représentants de toutes les organisations, et des journaux socialistes quotidiens à une réunion salle Vautier, avenue de Clichy pour le 16 octobre.

Toutes les organisations furent présentes au rendez-vous, P. O. F.; P. S. R.; F. I. S. F.; P. O. S. R.; A. C. Socialistes indépendants; les groupes socialistes de la Chambre et de l'Hôtel de Ville de Paris, les journaux *La Petite République*, *La Lanterne, Le Réveil du Nord, Le Peuple de Lyon, Le Socialiste, Le Parti Socialiste, Le Parti Ouvrier.*

Il en sortit un ordre du jour d'union affirmant que le Parti socialiste « ne permettrait pas à la conspiration mili-« tariste de toucher aux trop rares libertés républicaines « et il ne laissera pas la rue à la réaction et à ses vio-« lences ».

Un Comité de Vigilance comprenant des délégués de toutes les organisations représentées fut constitué. Le 23 juin 1899, le ministère Waldeck-Rousseau se formait. Parmi ses collaborateurs le général marquis de Galliffet, un des égorgeurs de la Commune et le socialiste Millerand acceptait un portefeuille, sans consulter aucune organisation socialiste.

Ce fut la source d'une nouvelle division du socialisme au moment où l'union semblait sur le point de se réaliser.

Le 14 juillet 1899, le Conseil Naitonal du P. O. F., la Commission Administrative du P. S. R. et l'Alliance Communiste s'élevaient contre « la politique de déviation

et de compromission » et annonçaient le retrait des élus de ces organisations du groupe d'Union Socialiste de la Chambre.

Les premières tentatives d'Unité

Le 27 novembre 1898 les quatre organisations P. O. F.; P. O. S. R.; P. S. R.; F. T. S. D. F. avaient proposé la transformation du *Comité de Vigilance* en un organisme permanent, qui avec la représentation de la Confédération des Indépendants constituèrent *Le Comité d'Entente.*

L'entrée au ministère de Millerand ne favorisait point les tentatives d'unité, cependant Jaurès pressentant quelle force et quelle influence donnerait cette unité au Parti Socialiste s'employa de toutes ses forces à la réaliser.

Deux jours après le manifeste Guesde-Vaillant la F. T. S. F. proposait la convocation d'un Congrès Général des organisations socialistes. Le P. O. F. et le P. S. R. acquiescèrent à condition que le Congrès fût appelé à se prononcer sur l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois.

Le Comité d'Entente convoqua le Congrès Général pour le 3 décembre 1899 à Paris, au Gymnase Japy.

Furent convoqués tous les groupes politiques, syndicats, coopératives, reconnaissant la lutte de classe et souscrivant aux principes suivants :

Entente et action internationale des travailleurs; organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la Société capitaliste en une Société collectiviste ou communiste.

L'ordre du jour comportait les deux points suivants :

1° La lutte des classes et la conquête des pouvoirs publics ;

2° de l'Unité Socialiste.

LES CONGRÈS JAPY, WAGRAM, LYON

Le Congrès Japy auquel assistèrent huit cents délégués, déclara, par le vote de la motion Guesde et par 818 voix contre 634 que « la lutte des classes interdit l'entrée d'un « socialiste dans un gouvernement bourgeois » et par 1.140 voix contre 240 voix blanquistes vota une motion transactionnelle « admettant que des circonstances exception« nelles peuvent se produire dans lesquelles le Parti aura « à examiner la question d'une participation socialiste à « un gouvernement bourgeois ». Le Congrès maintenait l'existence et l'autonomie des cinq organisations nationales, celles des Fédérations autonomes, reliées avec les syndicats et les coopératives adhérentes par un *Comité Général* composé de délégués de chacune d'elles proportionnellement à leurs forces contrôlant la presse et les élus, formant un groupe unique à la Chambre et convoquant annuellement un Congrès Général.

***

Au cours de l'année 1900, la division entre ministérialistes et anti-ministérialistes alla s'aggravant. A la Chambre, à la suite des fusillades de Chalon, une manœuvre parlementaire fit voter sur une addition à l'ordre du jour clôturant l'interpellation « répudiant les doctrines collectivistes ». Pour ne pas renverser le gouvernement un certain nombre de députés socialistes votèrent l'ensemble de l'ordre du jour. Ce fut donc la question ministérialiste qui domina le deuxième Congrès général qui se tint le 29 septembre 1900 à la salle Wagram, à l'issue du Congrès International qui vota la motion Kautsky disant que la participation ministérielle ne pouvait être qu'un « expédient forcé transitoire exceptionnel ».

Au Congrès de Wagram les incidents tumultueux se multiplièrent et le dimanche 30 septembre les délégués du P. O. F. sortirent de la salle pour aller délibérer salle Vantier, où ils se proclamèrent prêts « à l'unité complète « avec tous les éléments socialistes révolutionnaires qui « inébranlables sur le terrain de la lutte de classe, se « refusent à toute compromission avec la bourgeoisie ca« pitaliste et gouvernementale ».

Il décidait en outre la création d'un Comité général provisoire ouvert à toutes les organisations révolutionnaires en vue de préparer l'unité.

De leur côté les délégués restés salle Wagram avaient constitué un Comité général mandaté lui aussi pour réaliser l'unification des forces socialistes. Ainsi malgré la nouvelle scission l'idée unitaire planait au-dessus des deux fractions.

Le Comité provisoire nommé par le P. O. F. fit place à un Comité où se trouvèrent réunis les guesdistes, les blanquistes et l'Alliance Communiste.

L'année suivante, le 28 mai 1901 le troisième Congres se réunissait à Lyon où un nouveau débat s'engagea sur la présence de Millerand au ministère. Le Congrès vota sur deux motions : une de Briand déclarant Millerand en congé, en dehors du Contrôle du Parti, et l'autre d'Henri de la Porte affirmant que Millerand n'appartenait plus au Parti : 903 voix adoptèrent la motion Briand contre 275 à celle de de la Porte. La conséquence fut une nouvelle scission. Les délégués du P. S. R., ceux des Fédérations autonomes de Seine-et-Oise, Deux-Sèvres, Vendée, Haut-Rhin, Haute-Saône quittèrent à leur tour le Congrès. Il y eut à partir de cet instant deux Partis Socialistes en présence : le Parti Socialiste de France et le Parti Socialiste Français.

LE PARTI SOCIALISTE DE FRANCE

Le P. S. R., l'A. C., les délégués des Fédérations autonomes qui avaient quitté le Congrès de Lyon, ceux de la Fédération autonome de l'Yonne, et ceux du P. O. F. s'assemblèrent le 12 juin 1901, constituant une Commission d'unité socialiste révolutionnaire qui établissait dès le 17 du même mois le projet d'unification qui le 3 novembre 1901, à la Conférence d'Ivry-sur-Seine, devenait le statut du Parti Socialiste de France.

Les bases de l'unité révolutionnaire étaient ainsi définies :

Entente et action internationale des Travailleurs; organisation politique et économique du prolétariat en parti de

classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la Société capitaliste et une Société collectiviste ou communiste.

Parti de révolution et par conséquent d'opposition à l'Etat bourgeois, s'il est de son devoir d'arracher toutes les réformes susceptibles d'améliorer les conditions de la classe ouvrière, il ne saurait en aucune circonstance par la participation au pouvoir central, par le vote du Budget, par des alliances avec des partis bourgeois fournir aucun des moyens pouvant prolonger la domination de la classe ennemie.

La cellule de l'Organisation était dans la section locale composée des groupes d'une même localité, les sections d'un même département constituaient la Fédération départementale les adhérents étaient porteurs d'une carte annuelle et payaient une cotisation mensuelle.

Le Parti se réunirrait tous les ans en Congrès National qui délibérait sur la direction à donner au Parti et nommait un Conseil Central composé d'une Commission exécutive de quinze membres élus par le Congrès, de trois représentants du Groupe parlementaire et des délégués des Fédérations.

Le Socialiste, journal du P. O. F., devenait l'organe du P. S. d. F. ainsi que la Bibliothèque de cette organisation qui devenait la propriété du Parti Unifié.

Le P. S. d. F. fut rejoint par d'autres Fédérations autonomes comme celles de Saône-et-Loire.

Il tint ses Congrès : à Commentry en 1902, à Reims en 1903, à Lille en 1904, et son Congrès de dissolution en Avril 1905, salle du Globe, à Paris, précédant immédiatement la tenue du Congrès d'Unité. Il comptait 46 Fédérations, 18.000 membres et aux Elections législatives de 1902 ce furent 400.000 suffrages qui s'affirmèrent sur les noms de ses candidats. Il avait 68 maires, 120 adjoints et 1.200 conseillers municipaux siégeant dans les Hôtels de Ville, 14 députés élus dans 6 départements. Ses journaux au nombre de 17, avaient un tirage de 30.000 exemplaires.

LE PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS

Il fut composé par la réunion des éléments de la Fédération des Travailleurs Socialistes de France, le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, la Confédération des Socialistes Indépendants, et plusieurs Fédérations Socialistes autonomes.

Sa déclaration de principes disait ceci :

De même que tous les citoyens possèdent et manient en commun, démocratiquement le pouvoir politique ils doivent posséder et manier en commun le pouvoir économique et les moyens de production.

....

Il serait dangereux d'écarter l'hypothèse d'événements révolutionnaires qui peuvent être suscités ou par la résistance ou même par l'agression criminelle des privilégiés. Il serait funeste sur la foi du seul mot de révolution de négliger les grandes forces d'action légale dont dispose dans la démocratie le prolétariat conscient et organisé.

La Déclaration affirmait le républicanisme essentiel du socialisme et terminait en condamnant toute politique d'agression et de guerre.

Les Groupes d'études et de propagande, les Syndicats et les Coopératives acceptant les principes socialistes d'une même localité constituaient des Unions de Commune, ceux d'une même circonscription un même Comité. L'ensemble était relié par la Fédération et les Fédérations par le Comité Interfédéral.

Le Comité Interfédéral était composé des délégués des Fédérations en nombre proportionnel au chiffre de leurs adhérents et de un délégué du Groupe parlementaire par 25 membres ou fraction de 25.

Le Comité Interfédéral et le Groupe Parlementaire constituaient ensemble le Conseil National chargé d'assurer la direction politique du Parti.

Le Contrôle était assuré par les Fédérations et le Congrès National.

Le Parti Socialiste Français comptait 10.000 adhérents dans 40 départements, 22 journaux en province, des élus municipaux dans plusieurs grandes villes, ses candidats aux Elections Législatives de 1898 groupèrent 405.090 suffrages. Il eut 38 députés dans 13 départements.

Il tint ses Congrès en 1902 à Tours, en 1903 à Bordeaux, en 1904 à Saint-Etienne, en 1905 à Rouen.

L'UNITÉ

Le Parti Socialiste de France et le Parti Socialiste Français luttèrent âprement l'un contre l'autre, se heurtant violemment en toutes circonstances jusqu'en 1904.

Cependant la constitution de ces deux Partis avait fait avancer l'idée d'unité puisqu'au lieu et place d'un fractionnement en cinq ou six organisations nationales, les forces socialistes étaient rassemblées en deux formations de combat.

Du 14 au 20 août 1904 siégea à Amsterdam le Congrès International qui trancha souverainement le différend qui mettait aux prises le P. S. de F. et le P. S. F. Après avoir condamné la participation ministérielle, l'Internationale, sur la proposition Bebel, E. Ferri, Adler, Troesltra Vandervelde votait une motion pour *que dans chaque pays en face des partis bourgeois il n'y eut qu'un Parti Socialiste.* Cet appel s'adressait plus particulièrement aux socialistes français :

Camarade Guesde, Camarade Jaurès, je vous adjure, dans une pensée de paix socialiste internationale de vous tendre la main, telle fut la péroraison émouvante du rapporteur Vandervelde. Cet appel ne pouvait pas ne pas être entendu par des hommes comme Guesde, comme Vaillant, comme Jaurès dont la claire intelligence comprenait admirablement l'heureuse influence qu'exerçait sur le prolétariat l'union, l'unité dans un seul Parti de tous les socialistes de France.

Six mois plus tard le vœu de l'Internationale était exaucé et le 23 avril 1905 tous les socialistes français formaient un seul bloc dans la *Section Française de l'Internationale Ouvrière.*

L'Unité se réalisa sur les bases suivantes :

1° La charte d'Amsterdam :

Le Congrès repousse (ou répudie) de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte de classe et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concession à l'ordre établi.

La conséquence d'une pareille tactique révisionniste serait de faire d'un parti qui poursuit la transformation la plus rapide possible de la société bourgeoise en société socialiste — d'un parti, par suite, révolutionnaire, dans le meilleur sens du mot — un parti se contentant de réformer la société bourgeoise.

C'est pourquoi le Congrès, persuadé, contrairement aux tendances révisionnistes existantes, que les antagonismes de classes, loin de diminuer, vont s'accentuant, déclare :

1° Que le Parti décline toute responsabilité, quelle qu'elle soit, dans les conditions politiques et économiques basées sur la production capitaliste, et ne saurait, par suite, approuver aucun des moyens de nature à maintenir au pouvoir la classe dominante ;

2° Que la démocratie socialiste ne saurait rechercher aucune participation au gouvernement dans la société bourgeoise, et ce, conformément à l'ordre du jour Kautsky voté au Congrès international de Paris, en 1900.

Le Congrès repousse, en outre, toute tentative faite pour masquer les antagonismes de classes toujours croissants, à l'effet de faciliter un rapprochement avec les partis bourgeois.

Le Congrès compte que les représentants du Parti dans les Parlements se serviront de leur puissance accrue, tant par leur nombre augmenté que par l'accroissement considérable de la masse d'électeurs qui les suivent, pour persévérer dans leur propagande sur le but final du socialisme et conformément à notre programme, pour défendre de la façon la plus résolue les intérêts de la classe ouvrière, l'extension et la consolidation des libertés politiques: pour revendiquer l'égalité des droits pour tous; pour continuer, avec plus d'énergie que jamais, la lutte contre le milita-

risme, contre la politique coloniale et impérialiste, contre toute espèce d'injustice, d'asservissement et d'exploitation, et finalement, s'employer énergiquement à perfectionner la législation sociale et à rendre possible à la classe ouvrière l'accomplissement de sa mission politique et civilisatrice.

2° La déclaration commune des Organisations Socialistes adoptée le 13 janvier 1905.

Ils affirment leur commun désir de fonder un Parti de lutte de classe qui, même lorsqu'il utilise au profit des travailleurs les conflits secondaires des possédants ou se trouve combiner accidentellement son action avec celle d'un parti politique pour la défense des droits et des intérêts du prolétariat, reste toujours un Parti d'opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument.

En conséquence, les délégués déclarent que leurs organisations sont prêtes à collaborer immédiatement à cette œuvre d'unification des forces socialistes sur les bases suivantes, fixées et acceptées d'un commun accord;

1° Le Parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat. Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le Parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution;

2° Les élus du Parti au Parlement forment un groupe unique en face de toutes les fractions politiques bourgeoises. Le groupe socialiste au Parlement doit refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir; refuser en conséquence les crédits militaires, les crédits de conquête coloniale, les fonds secrets et l'ensemble du budget.

La constitution du Parti Unifié repose sur la base démocratique.

La cellule locale est largement ouverte à tous, le recrutement s'opère parmi ceux qui se déclarent résolus à abattre le régime capitaliste pour y substituer le régime de la propriété et de la production sociale.

Dans la section locale les opinions les plus diverses peuvent s'y confronter pour former après délibération l'opinion collective; puis les représentants des sections réunis en Congrès départemental formulent après nouvelle délibération la volonté commune de la Fédération, enfin les délégués des Fédérations rassemblés en Congrès National élaborent à leur tour celle du Parti qui devient la règle l'action de ce dernier, par une discipline librement consentie par tous les militants.

Les organes centraux du Parti, Commission Administrative et le Groupe Socialiste au Parlement ne sont que les agents d'exécution des Résolutions prises en commun et devenues la loi pour tous.

Depuis la base jusqu'au sommet liberté de pensée entière pour tous.

Liberté pour chacun d'avoir son interprétation particulière sur les solutions à apporter aux problèmes qui s'imposent à l'attention du Parti, liberté de l'exprimer par la parole ou par la plume, droit absolu de chercher à la faire prévaloir. Et pour assurer cette liberté et ce droit la Représentation Proportionnelle dans tous les organismes du Parti assure à toutes les tendances d'esprit la part légitime d'influence à laquelle leur donnent droit les forces respectives dont elles disposent au sein de l'organisation.

Devoir pour tous de s'incliner devant les décisions souveraines des Congrès Nationaux et Internationaux.

Le contrôle est assuré à tous les degrés par une procédure accordant de mutuelles garanties.

La propagande est assurée par la Délégation Permanente qui permet à la C. A. P. de répondre aux demandes d'orateurs en envoyant accomplir des tournées d'éducation et d'organisation dans les départements les délégués permanents.

L'Unification des forces socialistes suscita un véritable enthousiasme et éveilla les plus grands espoirs dans les milieux populaires.

La classe ouvrière et paysanne avait enfin conquis son unité politique de classe. Elle pouvait opposer à la bourgeoisie capitaliste le front unique des forces prolétariennes.

L'Unité d'organisation ne tarda pas à produire ses fruits bienfaisants.

De 1905 à 1913 le Parti doubla les effectifs de ses cotisants ainsi que le nombre des suffrages socialistes, les premiers passant de 38.000 (Congrès du *Globe*, Avril 1905) à 73.000 en 1913 et le nombre des électeurs donnant leur confiance au socialisme de 877.999 en 1906 à 1.397.373 en 1914.

Mais un résultat plus appréciable encore fut également atteint.

Chacune des anciennes fractions apporta à l'organisation commune les fruits de son expérience et cette dernière bénéficia des qualités propres à chacune d'elles. Au P. O. F. l'unité emprunta ses facultés méthodiques d'organisation et de recrutement et le fond doctrinal commun au Socialisme international.

Au P. S. R. son enthousiasme révolutionnaire et son esprit agressif contre le militarisme; au P. O. S. R., sa connaissance intuitive du mouvement ouvrier, à la F. d. T. S. d. F. et aux Socialistes Indépendants leur aspect démocratique et leur esprit réaliste.

Les tendances diverses en se trouvant en contact permanent, perdirent leurs aspérités, elles se pénétrèrent mutuellement, peu à peu les désaccords s'atténuèrent, les vieux ferments de discorde s'éliminèrent, et le puissant génie de synthèse de Jaurès — à peine trois ans après la signature du pacte d'unité — faisait surgir la motion d'unanimité de Toulouse en 1908 où se reflétaient admirablement toutes les nuances de la pensée socialiste.

Dès lors de nouveaux courants peuvent s'établir, sans crainte de compromettre l'édifice unitaire, des divergences peuvent se faire jour, de nouvelles tendances se mouvoir dans le bouillonnement des controverses amicales et fraternelles. Mais à toutes les heures graves de la vie politique nationale et internationale le Parti Socialiste S. F. I. O. retrouve toujours son unanimité sur les principes fon-

damentaux du Socialisme, la pratique de l'action commune élaborant les formules où se précise la communauté de pensée.

⁂

L'unanimité socialiste et ouvrière du 4 août 1914 ne dura pas. Ce fut un douloureux problème de conscience qui se posa pour les militants lorsque se firent jour les désaccords sur la politique de guerre.

Les trois tendances qui divisèrent le Parti Socialiste aboutirent à de nouveaux classements n'ayant aucun rapport avec les divisions anciennes.

L'analyse de ces tendances n'entre pas dans le cadre de cette modeste et courte brochure. Constatons simplement que ni les dissentiments profonds, ni les oppositions irréductibles, ni les heurts violents ne parvinrent jamais à mettre en jeu *l'Unité Socialiste*. La rupture fut toujours évitée. Parfois même après des votes de bataille, un minimum d'accord se réalisait sur un point commun recherché par les uns et par les autres.

En Avril 1919 le Parti Socialiste vota quasi unanimement le programme électoral avec lequel tous les socialistes sans distinction de nuances affrontèrent le suffrage universel six mois plus tard.

Ce que la guerre n'était pas parvenue à détruire une volonté extérieure le réalisa brutalement.

De Moscou partit le mot d'ordre d'exclusion et de scission à travers le monde. Il fut obéi à Tours.

Depuis la Noël 1920 le Parti Socialiste S. F. I. O., fidèle à la charte d'unité de 1905, n'a cessé de travailler au regroupement des forces socialistes Nationales et Internationales.

Le Congrès de la Toussaint 1921 réuni au milieu d'une atmosphère vibrante de sympathie internationale lança un vigoureux appel au ralliement, à l'union, à l'unité des socialistes de tous les pays.

⁂

Bientôt dix ans passés depuis la scission de Tours !

Il est peut-être utile de jeter un rapide coup d'œil sur le chemin respectivement parcouru par chacune des deux fractions prolétariennes qui se séparèrent à la Noël de 1920.

La France Bolcheviste subissait l'attraction de l'aurore révolutionnaire qui se levait en Orient. La IIIe Internationale, après s'être emparée de la Russie (toute chaude encore de la Révolution qui avait emporté le trône des Tsars), proclamait la révolution mondiale et la libération internationale de tous les Prolétaires.

L'enthousiasme populaire des foules Ouvrières et Paysannes de France, croyait y voir revivre les épopées révolutionnaires et les glorieuses insurrections de notre pays.

Par suite du rapt des meneurs bolchevistes, le journal l'*Humanité* entraînait la majorité des militants socialistes français, puisqu'en 1921. pus de 130.000 adhérents prenaient la carte de Parti Communiste.

Pour la fraction Socialiste restée fidèle aux enseignements profondément et vraiment révolutionnaires des Maîtres, les Guesde, les Jaurès, les Vaillant, tout était à reconstituer.

Une Internationale affaiblie, disloquée en deux tronçons, toutes les Fédérations départementales désagrégées ; la plupart des groupes locaux, dissous; les militants désemparés; la propagande rendue impossible par les violences et les sauvageries bolcheviques dans les réunions ; les injures et les outrages de la presse dite communiste ; répandue à profusion contre la poignée de militants restés fidèles au Vieux Parti !

Sans organe, sans ressource, avec, à peine 30 à 36.000 cotisants, *La vieille Maison restait cependant debout.*

Quelques années étaient à peine écoulées, que les uns après les autres, les enfants prodigues retournaient au bercail et que, dans tous les départements consciencieusement socialiste, rejoignaient la Vieille Maison.

En mai 1922, pour la première fois depuis la scission, Socialistes et Bolchevistes s'affrontaient devant les travaileurs auxquels ils faisaient appel à l'occasion des élections cantonales de mai 1922.

Près de 600.000 Ouvriers et Paysans de France, manifestaient leur foi sur les noms des candidats S. F. I. O., tandis qu'à peine 350.000 ralliaient la bannière des « agenouillés devant le Vatican moscovite ! »

Du 21 au 26 mai 1923, les forces ouvrières de tous les pays, se groupaient sous le titre de Internationale Ouvrière Socialiste, à Hambourg, où étaient réunis les Délégués de 40 Partis de 30 Nations, groupant plus de vingt millions de Travailleurs de tous les Pays.

Aujourd'hui, cette Internationale Ouvrière Socialiste, à laquelle adhère la S. F. I. O. est, par la puissance de ses effectifs la plus grande force morale du Monde ; elle compte, dans son sein, l'élite du Prolétariat Mondial, en marche vers la libération.

Depuis « *les événements ont, successivement, démontré combien grande fut l'erreur et lourde la faute des artisans de la détestable scission* ».

Ils ont, également, démontré que Prolétariat et Paysannerie Français n'étaient plus dupes, qu'ils se laissaient, de moins en moins, surprendre par la démagogie et continuaient à mettre leurs espoirs dans le Parti Socialiste.

Alors que s'effritaient, peu à peu, les forces de la fraction qui se parait, glorieusement, en 1921, du titre de Parti des Masses, celles de la Fraction Socialiste ont, au contraire, pris de l'ampleur !

Le Parti dit Communiste, comptait cent trente mille adhérents en 1921. il en avoue vingt mille en 1929, alors que le Parti Socialiste qui en groupait, péniblement, trente six mille à la même époque, en réunit, aujourd'hui cent dix mille.

Le Parti Socialiste possède aujourd'hui, acquise par les deniers des Militants, sa Maison qui abrite, à Paris, les services centraux de son organisation;

Sa librairie, admirablement outillée, met à la disposition des Jeunes Travailleurs, livres et brochures d'éducation et de propagande.

Son journal avec 21.000 abonnés, et dont le tirage déjà considérable, monte de mois en mois.

Son édition spéciale mensuelle, adressée à tous les adhérents de la S. F. I. O.

Enfin, sa Délégation Permanente, qui, en envoyant ses orateurs jusque dans les plus petits villages, assure ainsi l'unité de propagande et de vulgarisation de la doctrine Socialiste.

Au Parlement, par ses députés et ses sénateurs, le parti traduit, en toutes circonstances, la pensée socialiste et les aspirations de la Classe Ouvrière et Paysanne, comme il y défend les libertés démocratiques et y bataille pour la conquête de nouvelles améliorations sociales.

Dans le pays, il compte plus de 3.500 sections locales qui ont fait élire plus de 13.000 conseillers municipaux dans 1600 Hôtels de Ville, avec 862 maires, dont ceux des principales villes de France.

Il a organisé 90 Fédérations qui ont 255 conseillers généraux, 234 conseillers d'arrondissement, et sont représentées au Parlement par 103 députés et 15 sénateurs.

Il a groupé, aux dernières élections législatives, 1.700.000 voix : le chiffre de 1914.

Il a tenu depuis 1921, huit congrès nationaux ordinaires à Paris, Lille, Marseille, Clermont-Ferrand, Lyon, Toulouse et Nancy et de nombreux Conseils nationaux.

Quelle serait sa force, si la rafale bolchevique de 1920 n'avait pas commis des ravages dans le Prolétariat français !

Si un pareil bilan peut être dressé en face du bilan de banqueroute et de décomposition de la fraction bolcheviste, c'est aux militants qu'il convient d'en attribuer les résultats. Mais leur mérite fut de comprendre, surtout que Socialisme ne pouvait pas être détruit tant qu'il ne serait pas réalisé dans les faits. Tant que le Régime Capitaliste ne sera pas détruit, le Socialisme vivra ! !

Sa mission reste telle qu'elle fut définie par toute une longue série de textes, sortis des Congrès nationaux et internationaux mûris par les expériences acquises au cours des luttes soutenues par le Prolétariat de tous les Pays.

Le Socialisme coule à pleins bords à travers le Monde il réalisera, demain, une phase supérieure de la civilisation humaine !

H. R.

IMPRIMERIES
RÉUNIES
RENNES

En Vente à la

Librairie Populaire

12, Rue Feydeau, PARIS (2e)

Téléphone : Richelieu 87-06 — **Chèque postal 701-63**

(Prière de joindre le montant à la commande)

ADLER. — L'Enquête des trades-unions en Russie .... 2 »
AURIOL (Vincent). — Hier et Demain. — Agonie d'une législature 1 15
Les dix, 3 fr. 25 ; le cent, 28 francs.
— La stabilisation 0 65
— De Versailles à Washington.............. 1 65
BLUM (Léon). — Pour être socialiste 0 65
Les dix, 5 fr. 75 ; le cent, 45 francs.
— Commentaires du Programme d'action.............. 0 65
— La Politique financière du Parti socialiste 1 50
— Bolchevisme et Socialisme (cent, 33 francs).............. 0 65
— Radicalisme et Socialisme (cent, 28 francs).............. 0 65
— Notre tactique électorale 0 65
BLUM et FAURE (Paul) — Le Parti socialiste et la participation ministérielle 1 25
COMPÈRE-MOREL. — Socialisme et bolchevisme.............. 0 45
Les dix, 3 fr. 50 ; le cent, 30 francs.
— Le Socialisme et la Terre.............. 0 55
Les dix, 4 fr. 50 ; le cent, 35 francs.
— La politique agraire du Parti Socialiste.............. 0 65
Les dix, 5 fr. 75 ; le cent 45 francs.
— Pour les Travailleurs de la Terre 0 45
Les dix, 3 fr. 25 ; le cent, 25 francs.
— La petite propriété paysanne et le Socialisme.............. 1 65
DEVILLE (G.). — L'Evolution du Capital.............. 3 45
L. DISPAN DE FLORIAN. — Pour devenir socialiste.............. 0 65
DOLLEY. — La loi sur les accidents du travail.............. 0 65
ENGELS (F.). — Socialisme utopique et socialisme scientifique... 0 45
FAURE (Paul). — Le Bolchevisme en France.............. 0 90
Les dix, 7 francs ; le cent, 65 francs.
— Le Socialisme dans l'action 0 90
FERRETTI. — Ce qu'est le Parti socialiste. Avant-propos de Séverac. 0 65
GHESQUIÈRE (E. et H.). — La Jeunesse socialiste. Son organisation. 0 65
GROS. — La Loi sur les Accidents du travail à la Chambre... 0 65
GUESDE (Jules). — Double réponse à MM. de Mun et Deschanel. 1 95
— Collectivisme et révolution 0 65
— La loi des salaires et ses conséquences.............. 0 65
— Le Collectivisme (Conférence à Bruxelles) 0 65
— Le Problème et la solution 0 65
GUESDE et LAFARGUE. — Pourquoi l'avenir est au Socialisme. 0 65
GUESDE et JAURÈS (Jean). — Les Deux Méthodes 0 65

HUBERT-ROUGER. — Le Socialisme en France 0 75
Les dix, 6 francs ; le cent, 55 francs.

JAURÈS (Jean). — Discours à la Jeunesse 0 65

— Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste. 0 65

JAURÈS et LAFARGUE. — Idéalisme et Matérialisme 1 15

KAUTSKY. — L'Internationale et la Russie des Soviets. 1 15

LEVY (Gaston). — Socialisme et relations internationales....... 1 15

LEVY (L.) et BOUYER. — Pour les Jeunes 0 65

MARX (Karl) et ENGELS. — Manifeste du Parti communiste.... 0 65

LAFARGUE. — Le Communisme et l'évolution économique..... 0 65

LEBAS — Les Assurances sociales en France et le Parti socialiste. 0 50

— Sur l'ordre de Moscou, comment les Communistes ont brisé l'unité. 0 50

— Lois sur les Conseils généraux et l'action socialiste dans ces assemblées 1 50

LUQUET A. — La défense des locataires.......................... 2 25

MISTRAL et PAUL-BONCOUR. — Le Désarmement général 1 75

MOCH (J.). — Le Parti Socialiste et la question financière...... 3 25

PLEKANOFF. — La Conception matérialiste de l'Histoire...... 1 25

RENAUDEL (Pierre). — Pour un Programme d'action........ 0 65

WELLS (H.-C.). — Cette misère des souliers...................... 0 65

CHANSONS DIVERSES

L'Internationale. — Le Drapeau rouge. — Les Coquelicots. — L'Insurgé. — La Marche du Premier Mai. — La Complainte du Prolétaire (L. Roland), le cent : 10 fr. l'exemplaire 0 15

MEDAILLES-BRELOQUES

De Jaurès, vieil argent et doré .... 2 »

De Guesde, vieil argent et doré 1 50

Epingles de cravates de Guesde et Jaurès 1 50

(Prix spécial en nombre.)

DRAPEAUX ET INSIGNES à prix modérés.

CARTES POSTALES

de Guesde, Jaurès, Vaillant, Sembat, Bebel, Karl Marx, Liebknecht, B. Malon, Inghels, Rosa Luxembourg, Léon Blum, Paul Faure .... l'une 0 15

La série de douze, 1 fr. 50; les cinquante, 5 fr. 50; le cent. 10 francs ; le mille, 80 francs.

Carte postale Jaurès tirée sur soie artistique.................... 2 15

PORTRAITS ARTISTIQUES

de Guesde et Jaurès 50×43 .... 3 25

27×37 simili sur papier crème............ ...... 1 80

de Matteotti, en couleur, 50×34 .... 5 45

Portrait artistique 50×60, agrandissement photo (plus port et emballage) .... 200 »

Buste bronze, haut. 0 m 32 : 80 francs ; haut. 0 m. 64 .... 500 »

(Port et emballage en sus.)

EGLANTINES

Le cent franco : 11 fr.; les cinq cents . 48 fr.; le mille............. 90 »

Tracts pour adhésions : le mille, franco .... 52 »

Affiches passe-partout : le cent, 1/4 col., 11 fr. 50 ; 1/2 col. .... 18 »

Coquelicots, le cent : 8 fr. ; le mille.. .... 70 »

Imprimeries Réunies, 22 rue de Nemours, Rennes